

comme chien de garde du capital, intervenant directement dans les conflits sociaux ? Un antimilitarisme plébéien, sinon prolétarien, ayant son apogée dans les années 1880-1912 avait pris la relève de l'antimilitarisme voltairien de la bourgeoisie libérale, mis à mal par juin 1948, achevé par la Commune. Les temps avaient changé, à travers l'affaire Dreyfus cette bourgeoisie « libérale », ces « antimilitaristes » à la Clemenceau chercheront essentiellement à défendre l'armée contre elle-même, à éviter qu'elle ne soit trop sapée par le scandale. Ces « libéraux » ne s'indignaient plus ni des conditions effroyables ni de la durée du service militaire imposées aux jeunes ouvriers et paysans.

Jusqu'à la loi de 1887 qui institue un service « égal » de trois ans, sans dispense (sauf pour les étudiants, fils de bourgeois, qui font un an), prolétaires et paysans pauvres font, selon la loi de 1872, cinq ans de service, alors que les bourgeois se payent un remplaçant. Les désertions, les mutilations volontaires, les suicides parfois collectifs, deviennent un phénomène de masse. Les révoltes aussi, généralement individuelles, parfois collectives, la plus célèbre étant la « révolte du 17<sup>e</sup> », dont nous publions ici le récit d'époque, mais qui ne fut pas la seule, ni la première, ni la dernière.

Mais malgré ce terrain favorable, l'ampleur du sentiment et des réactions antimilitaristes, il se posait de nombreux problèmes liés, au-delà de l'absence de parti révolutionnaire, aux particularités du développement historique.

D'un point de vue socio-économique, le poids de l'artisanat, du fait de l'absence de grande concentration manufacturière de type britannique, a entraîné une grande dispersion du prolétariat, a rendu difficile l'émergence d'une conscience de classe prolétarienne, tandis que proliféraient des idéologies plébéiennes de type fédéraliste et libertaire. Le poids de la paysannerie propriétaire conservatrice, liée à la bourgeoisie du fait du caractère radical de la révolution démocratique bourgeoise en France, outre son importance dans le rapport de force militaire bourgeoisie/prolétariat, dont témoigne l'écrasement de juin 1948 et de la Commune, favorisait les tendances à la démoralisation, à la capitulation, au refus de l'épreuve de force, et leurs justifications théoriques.

D'un point de vue politique, le caractère radical de la révolution démocratique bourgeoise (cf. Marx ou Crève, n° 1) a favorisé la prégnance sur la classe ouvrière de l'idéologie jacobine, qui garde le monopole de l'expression politique « de gauche », à laquelle le prolétariat juxtapose, donc soumet, ses revendications spécifiques. On a ainsi une profonde séparation du politique et de l'économique, entraînant diverses réactions : chez les réformistes, soumission à la politique de la bourgeoisie par acceptation de cette politique ; chez les anarchistes, soumission à la politique de la bourgeoisie par apolitisme, par refus de toute politique, y compris prolétarienne :

« D'un côté le mouvement syndical, et le mouvement syndical seul, sans théorie marxiste, va se perdre dans les voies de l'anarchisme ; et d'un autre côté le mouvement socialiste, sans contact avec le mouvement syndical, va se